L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLITT, MAGNE & CIE.
No. 61, RUE CHARTRES.

POUR LA CAMPAGNE, . . . $12 } payable d'avance.
POUR LA VILLE, . . . $10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 26 FEVRIER 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

Les votes donnés jusqu'à présent s'élèvent à environ seize cents dans les trois municipalités.

DU PENITENTIAIRE DE BATON ROUGE.

Si nous n'avons pas publié plutôt la lettre suivante, c'est que nous attendions le rapport du comité de la législature sur le Pénitentiaire de Bâton Rouge, afin d'y puiser des informations précises et officielles sur son régime intérieur; mais maintenant que la session touche à sa fin, nous ne croyons pas devoir différer plus longtemps cette publication quoique nous ne partagions point, ainsi qu'on va le voir, toutes les idées d'*Un abonné*.

Bâton Rouge, 18 janvier 1841.

Monsieur le Rédacteur de l'*Abeille*.

Ayez la complaisance de prêter l'organe de votre publicité aux considérations suivantes, si vous les jugez, comme moi, dignes de l'attention et de l'intérêt de la société.

Dans mon dernier message, le Gouverneur Roman a signalé avec une honorable satisfaction, un progrès remarquable pour notre industrie Louisianaise, je veux dire l'introduction, en grand, à la maison pénitentiaire de Bâton Rouge, d'une filature et d'un tissage de nos produits agricoles, au moyen de machines à vapeur. L'avantage, déjà apprécié, qui semble devoir en résulter pour l'économie du travail des détenus et pour l'allégement des dépenses générales de l'établissement, sera vu avec plaisir par tous les amis de nos améliorations intérieures. Mais une omission vraiment regrettable pour le *solliciteur* public, c'est que M. le Gouverneur n'ait pas jugé convenable de nous donner des renseignements détaillés concernant cette maison de correction; qu'il ne nous ait pas, en quelque sorte, initiés dans son régime disciplinaire, si fait connaître l'état moral de son personnel. Certes, chez nous républicains, la manière dont on rend et dont on exerçue la justice criminelle est un sujet toujours assez digne de la préoccupation de tout le monde. De la fatale nécessité, où se trouve une association organisée de se conserver, en se défendant contre les attaques destructives et en réprimant les instincts pervers, est désolante l'utilité des maisons d'arrêt. Une heureuse initiative en même temps qu'un honorable privilége reviennent à la philantropie démocratique des Etats-Unis, d'avoir su, la première, concilier les sévérités rigoureuses de la justice avec les devoirs et les principes humanitaires; sachons nous montrer jaloux de notre crédit, industrieux à hausser encore par les peuples civilisés s'empressent d'introduire chez eux : ne soions pas en arrière et suivons-les ne nous imitateurs, en modifiant notre discipline pénitentiaire, selon les enseignements de l'expérience.

Mais à propos donc de pénitentiaire de Bâton Rouge, il est important d'en signaler quelques graves abus, qui ressemblent fort à de l'arbitraire pur, par conséquent à l'inhumanité. Si, à cet égard, les réglemens de police intérieure sont muets ou même proscrivent le châtiments que je vais dénoncer, une réforme est devenue nécessaire et doit être faite immédiatement dans l'intérêt de la grande famille du bienfait proposé est manifesté et le but moral qu'on s'était attendaire, par ces espèces de fonctions, est de plus en plus éloigné. Personne n'ignore que les pénitentiaires sont établis pour le redressement de certaine mauvaise penchant, pour le réprimir secret d'une action répréhensible, déchirée coupable par la loi, et surtout pour inspirer au condamné le goût du travail et de l'ordre moral, sans lequel le don de la vie qui plus un fardeau qu'un bienfait. Ces ré-ultats louables ne s'obtiennent qu'à la longue, mais sans violence coupable, mais sans flétrissure physique ineffaçable. C'est là, une belle prérogative des maisons pénitentiaires.

En bien! dans l'établissement de la Louisiane, on déprave aux mêmes punissés, si pleins de sagesse et de douce charité; on y pervertit les prisc, en humanitaires : car on y érige en délits plus graves, plus criminels, que le crime même pour lequel le prisonnier est detenu, les tentatives d'évasion et l'évasion consommée. Cette dernière n'est pas naturel à l'homme de tenter les fers qui l'accablent! Comme se lever de reprendre en liberté n'étant pas la plus sublime de ses facultés intellectuelles! Pourquoi donc, à cette occasion, lui infliger-t-on un châtiment aussi barbare qu'humiliant? Pourquoi lui imprime-t-on une flétrissure indélébile, qui lui rendra à jamais, comme le cachet infamant, un pas de dégradation moral?

Selon les intentions du système cellulaire, le condamné est privé de l'exercice de ses droits civiques, soumis à un travail manuel; séquestré et forcé à un silence constant, il doit expier, pendant un temps déterminé, les torts dont il s'est rendu coupable envers les lois. Une fois entrera la contemplation des pénitenciaires a voulu, qu'à l'expiration de sa peine, l'homme rentrât dans la société, qu'il y reprit tous ses droits, qu'il y exerçât ses devoirs et qu'il y jouit de la protection commune comme avant sa déchéance. Il est devenu meilleur; il mérite le respect de ses concitoyens, de tous ceux qui ne sont pas raisonnablement tenu lui rappeler son humiliation passée. Voilà la charité chrétienne pratiquée par les maisons de correction.

Mais si le malheureux condamné conçoit un jour, médite, dans ses longues journées de repentir, le projet d'une évasion, qu'il le consomme, qu'il périt dans sa fuite, il n'est repris et reintégré dans sa cellule expiatoire, alors un supplice horrible et dégradant l'attend: il subira un châtiment corporel cent fois pire que vingt années de réclusion. Oui, chose monstrueuse à dire, le prisonnier a été et repris, en rentrant dans son cachot, sera couché à plat-ventre sur une échelle, garrotté par tous les membres, et là en présence de tous ses compagnons d'infortune, il endurera le plus brutal des supplices, la flagellation qui lui sillonera profondément les reins. Oh! pour celui-là, c'en est fait! il ne pourra jamais rentrer dans la vie sociale, car il sera généralement et de fait méprisé par elle. Dès lors, repoussé de ses semblables, irrité de ce mauvais traitement, aigri par son malheur, poussé enfin au dernier désespoir, il méprisera ses devoirs d'homme et de citoyen, il se mettra en pleine révolte contre l'association humaine, dont il a tant à se plaindre. Voyons les forçats libérés de la vieille Europe, banqueux des galères, et qui recrutent dans le crime, et pour une faute insignifiante qu'il avait commise et qu'il a expiée, et pour une entreprise audacieuse qu'il a tentée en brisant les verrous de son cachot, pour laquelle il est flétri indélébilement, il *sera* du crime, du brigandage, et il aura ainsi ignominieusement et follement sanglant des forfaits, jusqu'à ce que sa tête y soit compromise.

UN DE VOS ABONNÉS.

Ainsi l'auteur de la lettre pense, lo. que le prisonnier qui s'évade ou qui tente de s'évader ne doit pas être punissable pour ce fait, parce qu'il n'a fait en cela que céder à un instinct de liberté; et 2o. que les châtimens corporels sont dégradante et devraient être sévèrement prohibés.

Nous pensons, nous, au contraire, que le condamné qui s'évade est punissable, en ce que cette évasion est une violation du, loi de la société et qu'on ne doit pas excuser pour l'homme social des instincts de l'homme sauvage.

En se réunissant pour vivre en société, les hommes ont dû abandonner une partie de leur indépendance pour assurer le libre et paisible exercice du reste sous la protection de tous.

Pour éviter les dissensions intestines qui ne manqueraient pas d'amener la multiplicité et le froissement continuel des intérêts créés par la civilisation, on a dû déterminer les limites de la liberté d'action de chacun pour éviter qu'il n'empiète sur la liberté ou sur les droits d'autrui : de là la législation.

La loi est donc l'évangile politique et social de tout, et la liberté est d'autant plus grande que la loi est plus respectée et mieux obéie.

Sous les gouvernemens despotiques on doit obéissance à la loi parce qu'en consentant à vivre sous son égide on en a tacitement approuvé les dispositions; mais sous les gouvernemens démocratiques où tout le monde prend part, directement ou indirectement, à l'élaboration de cette, l'obéissance en doublement obligatoire, doublement impérieuse.

Lors donc qu'un membre de la société a violé la loi et que pour ce fait, il a été solennellement condamné par un jury de ses concitoyens à subir une peine quel conque, il doit la subir sans murmure comme une expiation de la faute par lui commise. Et celui qui cherche ensuite à échapper à la peine correctionnelle qui lui est légalement infligée ne commet pas seulement un nouveau délit, une nouvelle violation de la loi; mais il prouve encore que, désormais, la récidité n'a rien à attendre de lui, qu'il est en guerre ouverte avec ces semblables et qu'il foule aux pieds tout et les considérations sociales sur lesquelles reposent la sécurité et le fortune de tous.

Socrate, pressé par ses amis d'échapper par la fuite à une condamnation à mort dont l'injustice était évidente, répondit : " Mes concitoyens m'ont légalement condamné à mort; je dois soumission aux lois et je n'ai pas me n'empêchera de subir ma peine."

Dans un prochain article nous aborderons la question des punitions corporelles.

M. Fox, ministre Britannique à Washington, vient d'intervenir au nom de son gouvernement, en faveur des esclaves, en pour parler plus exactement en faveur des assassins de *La Amistad*. En lisant la correspondance qui a été échangée à ce sujet entre lui et M. Forsyth on ne peut se défendre d'un sentiment d'indignation. Des esclaves embarqués à la Havane, sous pavillon espagnol, pour être transportés dans un autre port de l'île de Cuba, se révoltent, massacrent l'équipage et sont pris sur les côtes des E. Unis. Là leur extradition est demandée par le ministre espagnol comme propriété espagnole et surtout comme appartenant justiciable des tribunaux espagnols. Et pendant que la question est pendante le gouvernement anglais intervient en faveur de ces meurtriers et demande leur mise en liberté! De quoi l'Angleterre se mêle-t-elle! De quel droit vient-elle s'immiscer en une affaire où elle n'a rien à voir! Et quel est le secret motif de cette touchante sympathie manifestée par un gouvernement pour les meurtriers *Africains* (expression de M. Fox) qui ont massacré l'équipage de la *Amistad*!

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE.—Un message du Président a communiqué au Sénat des Etats-Unis une correspondance diplomatique engagée entre le secrétaire d'Etat, M. Forsyth, et les ministres des puissances étrangères relativement aux nègres de l'*Amistad*. Au milieu de cette correspondance, on remarque une lettre de M. Fox, ministre résident de la Grande Bretagne, datée du 20 janvier dernier, et la réponse de M. Forsyth de 1er. courant. M. Fox, après avoir rappelé sommairement les faits, réclame en faveur des nègres qui ont droit, dit-il, à leur liberté, et il espère que le président des Etats-Unis prendra des mesures pour la leur assurer. M. Forsyth répond que le gouvernement espagnol a déjà demandé au gouvernement de l'Union l'extradition de navire et de tout ce qu'il portait, les nègres compris; que les tribunaux du pays ont été saisis de cette question et n'ont pas encore prononcé ; que le président ne peut pas intervenir et diriger l'action judiciaire; que d'ailleurs la réclamation de la Grande Bretagne ne concorde pas avec celle du cabinet de Sa Majesté Catholique, et qu'il ne saurait en aucune façon convenir au gouvernement de l'Union de s'ériger juge entre deux puissances amies. Quand la question sera décidée entre les Etats Unis et l'Espagne, l'Angleterre pourra s'entendre avec cette dernière.

McLEOD.—Il est maintenant positif que McLeod sera jugé prochainement. Le grand jury, après avoir consacré deux ou trois jours à examiner les charges qui pèsent contre lui, l'a déclaré prévenu de meurtre, et l'accusé sera appelé sans doute à comparaître devant la Cour de Justice (Court of Oyer and Terminer) qui s'assemblera le 4 lundi de mars, à moins que le Gouverneur n'use du droit qu'il possède de convoquer une commission spéciale de cette cour, avec l'avis et le consentement du Sénat. Cette commission spéciale serait dans tous les cas présidée par un juge de la Cour Suprême ou un juge de la Cour du District.

On lit dans le *Courrier and Enquirer* de New-York du 13 courant:

" *M. Hunter, Orateur de la Chambre des Représentans.* Il paraît que M. Hunter a changé d'idée et qu'il est maintenant résolu à présenter son nom à la réélection. Cela n'a rien qui nous surprenne. M. Hunter n'a jamais su décider s'il était whig ou locofoco, il est tout naturel qu'il ne sache pas davantage s'il veut ou non retourner au Congrès."

CURIEUSE REQUETE.—La population du comté de Cook [Illinois] dans lequel se trouve le village de Chicago, est de 11,055 individus. Sur ce nombre, on compte 2470 hommes de 20 à 30 ans, et seulement 1224 femmes du même âge, ce qui fait un peu moins que la moitié; les hommes de 30 à 40 sont au nombre de 1162 et les femmes ne dépassent pas 590. Dans un pareil état de choses, l'*American* de Chicago demande que l'on envoie dans ce territoire où le beau sexe est en si petite minorité, une cargaison de jeunes filles à marier "de première qualité."

☞ Pour les Sessions officielles de la Législature, voyez la 4e. page.

SENAT DE LA LOUISIANE.

PRESIDENCE DE M. GARCIA.
Séance du 21 Février 1841.

M. Davis invite le Sénat à prendre en considération la résolution relative aux poursuites à diriger contre la Compagnie du Chemin à coulisses de la Nouvelle Orléans à Lafourche.

M. Davidson trouve que la motion est prématurée, attendu qu'il existe un bill dont l'objet est de venir au secours de la compagnie, bill qui n'est pas encore rejeté et qui n'est peut-être pas encore mort. Il est d'avis que l'état pourra se faire rembourser par la compagnie tout ce qu'il aura payé, si elle est déclarée en faillite. Il ne voit pas la nécessité de prendre des mesures pour le moment.

M. Scott de Baton-Rouge est d'opinion qu'il faut s'occuper immédiatement de la résolution. Dès le commencement de la session il avait présenté un bill à ce sujet, et il regrette que le sénateur de Livingston que la question a été ajournée.

M. Davis explique la situation de la compagnie et les motifs de la résolution. Des poursuites avaient été commencées, elles ont été suspendues, dans l'espoir que la Compagnie prendrait quelque mesures pour sortir de la situation embarrassante où elle se trouvait. Elle n'a rien fait depuis deux mois se sont écoulés depuis que la législature a commencé ses travaux et la compagnie se trouve dans la même situation. Les intérêts de l'état sont en danger, dit-il, c'est un fait qui résulte des renseignements que la commission s'est procurés auprès du Trésorier. Il ne reste plus qu'un moyen à l'Etat, pour ne pas tout perdre, c'est de poursuivre immédiatement. Malgré l'appui de l'état, et ses quarante nègres dont peut disposer la Compagnie, elle n'a fait que de mauvaises affaires, et l'on ne peut espérer maintenant de voir s'effectuer ce Chemin à coulisses. Au fait, le but n'est pas d'exercer la Compagnie ni d'user de rigueur envers elle.

Que l'on propose une mesure toute autre, et pour peu qu'elle soit efficace, il s'empressera de l'adopter. La résolution proposée est un remède auquel on peut substituer tout autre moyen. Il importe de ne pas différer, car il est déjà bien tard d'agir si l'on veut que l'Etat sauve quelque chose; on ne peut pas raisonnablement nous demander de soumettre prématurée, le Sénat doit décider la question d'une manière ou d'une autre.

M. Davidson explique qu'il entend par une mesure prématurée. Ce n'est pas précisément au temps qu'il fait la situation, quand il s'explique ainsi, mais bien à l'état de la question. Un membre relatif à cette compagnie a été renvoyé à un comité dont un seul membre est présent. En outre, le bill dont l'objet est de secourir et de venir au secours de la Compagnie, il est impossible de rien statuer raisonnablement sans connaître ce bill. Au reste quant à la forme de la résolution, ce sera d'obtenir seulement une cinquantaine de mille piastres, pour le capital de cinq cent mille piastres. L'objet du bill est d'accroître le capital d'existence à la compagnie. L'Etat possède une première hypothèque, et il ne peut rien faire avant pas se trouver dans une situation pire à la nouvelle session. D'après les nouvelles nouvelles que l'on doit avoir reçu, de manière à consolider les anciennes. Plus tard l'Etat pourra devenir propriétaire au lieu et place de la compagnie, lorsque les travaux seront ouverts par la vente du bois qu'elle exploite au moyen de son chemin à coulisses. Que peut gagner l'Etat à la destruction de la compagnie? Rien. Ce n'est donc pas le moment de prendre comme on voudrait mille piastres, pour cinq cent mille piastres Nous-il pas juste de ne pas détruire les espérances que l'on peut encore avoir? Depuis quinze jours on refuse à cette compagnie la faveur qu'elle réclame; il faudra bien qu'une mesure semblable soit adoptée à l'égard des autres compagnies, et dès-lors que deviendra l'espoir de tant d'améliorations. Il faudra bien l'abandonner pour agir conséquemment. Il maintient l'examen du bill, avant de prendre la résolution en considération. Ce bill doit être imprimé et demain il sera mis sous les yeux du Sénat.

M. Scott de Baton-Rouge explique sa conduite relativement à la compagnie de Nashville. A l'époque où l'Etat fut demandé, il crut devoir céder à la demande de la compagnie, mais depuis lo s il n'a qu'à s'en repentir, car il est évident qu'elle ne remplira pas les conditions effectuer. Alors elle paraissait posséder des ressources pour une somme qui suffisait à la société; depuis, toute cette somme a été absorbée par les frais. Le Sénateur de Livingston prétend que l'Etat ne perdra rien, c'est une opinion qu'il est loin de partager; il pense même avec le sénateur de Ouachita que l'Etat gagnerait absolument rien d'être de se relever. Quelle preuve plus positive que le fait d'un capital d'un million réduit à moins de neuf cent mille piastres.

M. Downs ne se propose pas d'ajouter quelques nouvelles observations à celles qu'il a déjà faites. Il ne s'étonne pas de l'opposition du Sénateur de Livingston, il le croit dans les intérêts spéciaux de ses constituants, et rien n'est plus naturel que l'opposition qu'il manifeste.

Quoique pressé de partir, il répugnerait à contrarier les vues de son honorable collègue, si ce voit forcé d'abréger sur la question de la résolution. Quant à l'élimination du sénateur de Livingston, relativement aux affaires de la compagnie, en réfléchissant il croit qu'elles seront exactement traitées de la même manière sa voter situation se trouve être la même. Au reste, il ne croit pas que jusqu'à présent d'autre compagnie que celle du Chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et de Nashville, à laquelle l'Etat ait fourni ses fonds et qui n'ait pas payé les intérêts. Il est semble considérer cette dernière bagatelle cette somme de cinquante mille piastres qui doit revenir à l'Etat, sain dans l'état d'épuisement où se trouve le trésor, c'est un sommes qui n'est pas négligeable, qui n'y a pas le moindre espoir d'amélioration pour la compagnie, il faut donc agir promptement pour ne pas tout perdre. De la partie de la compagnie, mais en quoi consistent-ils? Elle fait couper du bois à l'aide des 60 ou 70 nègres qu'elle possède, vend tout; et l'on voit que l'Etat est loin d'avoir à se louer de son association avec elle. Il ne sera guère juste sauvera la moitié des nègres. Il ne veut pas être hostile, mais il doit défendre les intérêts de l'Etat, et pour cela il regarde comme agréable que pense faire la Cour de Justice. Il ne conçoit pas que le seul dont il fait question puisse en rien engager la compagnie des esclaves de la Nouvelle-Orléans, il croit qu'il suffit de rappeler que le tendrait d'insister davantage sur l'adoption de la résolution. L'Etat s'est avantagé dans une voie périlleuse; il s'agit des sortir. Il ne voit pas d'autre moyen que celui indiqué par la résolution, si ce n'est de vendre les biens de la compagnie, ce qui ne peut être fait avant un million, et que l'on ne peut guère espérer pouvoir la vente de chaque de quelques mille piastres.

M. Davidson prend de nouveau la parole et dit qu'on persistant dans son opposition à l'adoption de la résolution, il agit par principe, et non pour l'intérêt particulier de ses constituants. Il ne connaît pas toujours les travaux publics d'amélioration internes, sans exception de localité. Si l'on pouvait à ne pas entraver les vues de la compagnie, peut-être pourrait-elle faire face à ses affaires. Il ne croit une situation plus prospère, sans que les intérêts de l'Etat ne souffrent de retard. Attendu que les propriétés de la compagnie assurées contre le feu, on a un moyen de payer de l'Etat. L'Etat de la Louisiane ne saurait être ce fait exigeant d'un débiteur une livre de sa chair. Que se passerait-il si l'Ouverture qui veut le Gouverneur d'aucun parti, a, dans toutes les circonstances, manifesté son opposition au système de banques, et l'on a vu dernièrement Nouvelle-Orléans et de Nashville? est-ce parcequ'il a tout mis en œuvre pour nuire à cette compagnie, que des propriétaires ont été forcés d'en céder à cinq cent mille piastres, doivent être l'objet d'un immense sacrifice, si livrées pour la faible somme de cinquante mille piastres! Tout ce qu'il veut, c'est justice. En conséquence il espère que le Sénat voudra bien renvoyer la discussion à demain, afin de prendre connaissance du bill relatif à la compagnie.

M. Scott de Baton-Rouge seconde la motion du sénateur de Livingston. Il désire que ce bill soit recommandé soit mis sous les yeux du Sénat, afin de voir si véritablement il offre ce remède efficace qu'il croit contient-il quelque disposition tout à-fait imprévue.

La discussion est ajournée au lendemain à midi.

M. Wailt propose le Sénat à procéder à l'élection au scrutin, du comité chargé de l'exécution des résolutions relatives aux banques, présentées par M. Waggaman et amendées par M. Sparrow.

Le Président proclame Jâment élus les Sénateurs suivans : MM. Hoa, Waggaman et Walker.

(Rapporté par l'Abeille)

CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Séance du 25 février 1841.

M. Boudousquie présente une résolution qui enjoint au secrétaire de publier chaque jour en tête du journal de la Chambre de la feuille officielle, le nom de ceux qui ne répondront pas à l'appel nominal. La Chambre repousse cette résolution en.

M. Bullitt fait de pour étendre l'action des lois sur les levées à une certaine partie d'Ouest-Feliciana.

M. Bedford: notice d'un acte pour l'incorporation de la Compagnie de Pompiers Jefferson, No. 1, dans la ville de la Nlle-Orléans.

M. Dieliquet, bill relatif aux nominations de compagnie, et passage de M. Coffman, bill pour l'organisation et la discipline de la milice. Ce bill est ici discute section par section: et la Chambre passe à l'ordre du jour avant d'avoir terminé la discussion.

Ordre du Jour.

La discussion relative à l'adoption législative de bill des Banques reprend et M. Morse, partisan de ce système, fait l'éloge de l'institution. M. Walker qui a déjà pris la parole hier sur ce sujet, répond aux arguments de M. Morse et demande le rejet du bill. Il est soutenu par M. Haworth, tandis que son adversaire a pour appui MM. Winchester et Burke. La motion au "reconsidérer le bill" est ensuite mise aux voix et rejetée par 58 voix contre 43. M. Wadsworth, membre de notre Députermerque, mais l'ajournement est repoussé, et l'adoption définitive du bill est mise aux voix. Cette fois elle est rejetée par 51 oui contre 6 non.

La Chambre s'ajourne.

CANDIDATS.

Les nombreux amis de Mr. C. M. Conseil ont obtenu de lui qu'il consentit à laisser présenter son nom aux suffrages de ses concitoyens, comme candidat à la Législature de cet Etat, en remplacement de Mr. C. Roselius, démissionnaire. Un tout un appel à leurs concitoyens pour se joindre à eux et soutenir cette candidature.

"LOUISIANA."

☞ MM. les éditeurs :—Veuillez annoncer Mr. Edmund Yorke, comme candidat pour remplacer, à la Chambre des Représentans, Mr. Roselius, démissionnaire.

EN MEMORIAM.—Le 26 du courant, à 10 heures du soir, M. NEUVILLE DU REIL. Ses amis connus que les membres des différentes Loges de cette ville sont invités à son enterrement qui aura lieu ce jour, à 4 heures de l'après-midi. Son corps est exposé rue de Pétigniat entre Condé et Levée. 26 fev

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Normandie, Spalding, pour Liverpool, E. & J. F. Whitney
Navire Mary Francis, Johnston, pour Boston, H. Disey
Navire Fairfield, Wilson, pour New York, F. Leidlaw
Navire Belmont (Am.) Armstrong, pour Liverpool, Holmes & Mills
Navire Saratoga, Russell, pour New York, A. Cohen
Barque Columbia,—pour Liverpool, Nelle Orleans.
Barque Sarah Marts, (Am.) Balson, pour Londres, L. H. Gale.
Brick Deborah, Handy, pour la Mobile, J. B. Bailey
Goelette Iowa, Carsey, pour Philadelphie, E. & J. F. Whitney.
Goelette Yankee, Fales, pour la Mobile, C. D. Lelacheur
Goelette Davy Crockett, Williams, pour Beloxi, Capitaine.
Goelette Two sons, Andrews, pour la Havane, J. Clarke.

ARRIVES.

Bateau de remorque Gladborne, Davis, des Passes.
Bateau de remorque Tiger, Crowell, des Passes.
Navire Isaac Allerton, Torry, de Liverpool, 6 janvier, à Balize.
Brick Oceanis, Randall, en 16 jours de Demerara, sur lest, au capitaine.
Goelette Clarissa, Priestly, en 26 jours de Chagres, S. A., sur lest, au capitaine.
Goelette Octavia, Churchill, d'Apalachicola, sur lest, au capitaine.
Goelette Merion, Smith, en 13 jours de Kingston, Jam, sur lest, au capitaine.
Goelette St. Henry Hay, Patherson, en 11 jours de Galvest-n, à A. H. Leech.
Goelette Henry, Almy, en 10 jours de Matagorda, à Bro. Alexander & Fleid, Mem-s
Goelette Pilot, Tisdale, de la Havane, 10 fevrier, au capitaine.
Goelette Olive, Wood, de Pensacole, au capitaine.
Goelette Orator, Blivens, de la Mobile, au capitaine.
Steamer Clipper, Laurent, de Bayou Sara.
Steamer Rob Fulton, Kinney, de Bayou Sara.
Steamer Washington, Dillon, de Shreveport.
Steamer Cumberland, Irwin, de Nashville.
Steamer Atalanta, Fullerton, de Cincinnati.
Steamer J Dupré, Gordon, des Opelousas.
Steamer Livingston, Clarke, du Port Hudson.
Steamer Ceres Fisher, Colchester, de Lafourche.
Steamer Preemption, Harris, de Cincinnati.
Steamer New Albany, Montgomery, de Yazoo River.
Steamer West Tennessee, Hall, de Randolph.

DERNIERES DATES

New York	fev 13	Liverpool	janv 7
Boston	fev 13	Londres	janv 6
Philadelphie	fev 16	Havre	janv 8
Washington	fev 15	Paris	janv 8
Baltimore	fev 15	Bordeaux	janv 9
Charleston	fev 12	Cadix	janv 16
Vera-Cruz	janv 9	Cuba	nov 30
Tampico	janv 26	Havane	fev 8
Mexico	janv 2	Honidon	fev 21

PROCLAMATION.
A. B. ROMAN,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, au juge de la paroisse de St. Bernard et à tous ceux que ces présentes pourront concerner—salut :

Attendu que j'ai été officiellement informé par une résolution de la Chambre des Représentans, que le siege de Gregory By rne, comme représentant de la paroisse St Bernard, pour représenter ladite paroisse à la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, se trouve vacant; j'ai donc en conséquence ce qui est ordonné qu'il soit tenu une élection dans la paroisse susdite, aux lieux ordinaires d'élections, mercredi le dix mars prochain et les deux jours suivans pour remplir la susdite occurrence comme il est dit ci-dessus ; et que la dite élection soit tenue conformément à la loi.

Donné sous ma signature et le sceau de l'Etat, a la Nouvelle-Orleans, le vingt-cinquième jour de février de l'an de notre Seigneur mil huit cent quarante et un et de la soixante cinquième année de l'Indépendance des Etats-Unis.

A. B. ROMAN.

Par le Gouverneur,
LEVI PEIRCE,
Secrétaire d'Etat.

26 fev

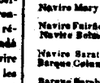
ELECTION RENVOYÉE.

LES électeurs de la paroisse d'Orléans sont prévenus qu'un vœu de la pour lamination de Son Exc. A. B. Roman, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, en date du 25 courant, l'élection d'un Représentant à la Législature de l'Etat en remplacement de M. C. Roselius qui a donné sa démission, elle est renvoyée au mercredi 10 mars prochain, et le 11 et le 12 mars suivans, aux lieux et heures ordinaires d'élections.

Nouvelle-Orléans, 26 février 1841.

26 fev CHS. MAURIAN, juge

MODES ET NOUVEAUTES



Rue Bourbon, entre les rues St. Pierre et Toulouse
VIENT de recevoir par le dernier navire d'Europe les dames de cette ville, qu'elle dernière, rendez les de Mars les marchandises suivantes, qu'elle offre en vente aux plus bas prix :

20 douz. chapeaux d'italie nouvelle forme
10 " Pailles coupe
6 " fantaisie à carreaux, paille Eg; pleine
6 " Paille de riz.
Le tout à des prix modérés. 6 fev - 3

LES soussignés offrent à vendre à des prix très réduits Let pour cause d'une consignation, un assortiment de conserves alimentaires, d'importation récente, se compo ant de : Cornichons de bessace, cailles, aloutes, ris, perdreaux, truffes, foie gras de Strasbourg et de canards de Toulouse, truffes.

Dindes truffées conserves en farces.
Chapons entiers, do do Poulets do do
Alouettes, do do Becasses do do
Perdreaux, do do Lapins do do
Cirets de lièvre aux truffes,
Cailles aux truffes, Perdrix rotires et truffées,
Pieds de gibier aux truffes.
Huiles de sassanes et naturelle,
Lamproies accumodées, Truites saumonnées,
Caviare de Moscovie,
Alose et lubine à l'huile, Huitres,
Petits pois, Capres à l'huile,
Harengs à la Hollandaise,
Haricots verts au naturel,
Plants de toutes sortes dans leur jus, &c. &c.

26 fev 9, Toulouse et rue Royale et Douane

BOIS, roues, wagons, charettes à limons, draps &c &c. Le soussigne reçoit de Philadelphie et a constamment en maine un assortiment considerable de

Roues de toutes grandeurs et de toutes qualités
Charrettes légères et pour l'cheval,
Draps de différentes sortes et couleurs,
Roues pour charrettes à limons de différentes dimensions,
Do do achevé ou do
Brouettes et brouettes pour charroyer la terre &c en fer,
CHAS. BURNE,
26 fev 136, rue St. Louis.

LA BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE tire sur New-York, Londres et Paris
26 fev J. B. FERRAULT, Caissier.

HARENGS de Hollande, Hollandaise à vendre par
26 fev 14, à LEVY Jr. & Cie.

GRANIT—Un lot de granit consistant en plaques pour perrons et tombeaux en admirable qualité à vendre par
26 fev G. BEDFORD & BECK,
12, rue Tchoupitoulas.

CHARRETTES, draps et brouettes de Philadelphie à vendre par J HASLERIDGE,
26 fev 97, Camp.

CHANDELLES—108 caisses de chandelles fantes sur mou-quement du navire Chaos, à vendre par J. B. ASHBRIDGE,
26 fev 97, Camp.

CIGARRES de la Havane—20,000 à vendre par J. H ASHBRIDGE,
26 fev 97, Camp.

CHEMISES—3 caisses chemises de coton avec le col et le devant en bl à vendre par J HASHBRIDGE,
26 fev 97, Camp.

A VENDRE par le soussigné—Un assortiment de montres en or, de verres à gouttes de divers numéros et de lunetterie.
24 fev J. ALBERT, 36, rue St. Louis.

ABSINTHE SUISSE—100 caisses absinthe suisse de la marque de Verain et Lecoutre, en debarquement de navire New Hampshire et à vendre par J. ALBERT, 36, rue St. Louis.
24 fev

COUTIL Français—5 balles coutil supérieure nerter, en debarquement de navire New Hampshire et à vendre par J. ALBERT, 36, rue St. Louis.
24 fev

BEURRE de Goshen, prime, en magasin et à vendre par N. D CHAMBERLIN,
26 fev 73, rue des Magasins.

INDIGO—100 surons de Caracca, en magasin et à vendre par N. D CHAMBERLIN.
26 fev 73, rue des Magasins.

ESSENCE de Therebentine—50 barils à vendre par N. D CHAMBERLIN.
26 fev 73, rue des Magasins.

WHISKY—300 barils whiskey rectifie, en débarquement d'un chaland, et à vendre par WOOD & SIMMONS,
26 fev 80, rue des Magasins.

CLOUS—400 barillet clous de douzième assortien, en débarquement et à vendre par WOOD & SIMMONS,
26 fev 80, rue des Magasins.

INDIGO—Surons de Caracca en débarquement du Navire Hebe, et à vendre par WOOD & SIMMONS,
26 fev 80, rue des Magasins.

RIZ—300 tierçons en magasin et à vendre par WOOD & SIMMONS,
26 fev 80, rue des Magasins.

TABAC—25 caisses tabac manufacturé, à vendre par ROGERT & HAWTHORN,
26 fev 63, rue Gravier.

ACIER—10 Cuneaux acier en à vendre par ROBERTS & HAWTHORN,
26 fev 63, rue Gravier.

TOILE D'EMBALLAGE ET CORDES—300 pièces toile d'emballage, 100 tortons de cordes du Missouri, du Nord et du Kentucky, à vendre par ROGERT & HAWTHORN,
26 fev 63, rue Gravier.

GRAISSE—136 barillets à vendre par ROGERT & HAWTHORN,
26 fev 63, rue Gravier.

DES AVANCES en argent seront faites sur consignations de produits faites à J. J. Andrews et Bro. de New-York ou à E. L. Andrews & Co. de la Nlle-Orléans.
ANDREWS & BROTHERS,
26 fev 80, rue du Camp.

TOILE D'EMBALLAGE D'ECOSSE—400 pièces toile d'emballage d'Ecosse à vendre par ANDREWS & BROTHERS,
26 fev 80, rue du Camp.

A VIS—A vendre chez les soussignés, pouvant exécution directe par la navire Adario, venant de Bordeaux :

10 quarts de pipes vieille eau-de-vie de cognac de 11 ans.
50 paniers gangeoles d'Angers,
50 barils vin blanc Bauch,
300 barriques vin rouge de Bordeaux de diverses qualités.
26 fev B. A. LEVEFVRE & Co.
12, rue Toulouse.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de Paroisse pour la paroisse et ville de la Nlle-Orléans :—Le juge de la susdite Charles Maurian, juge de M. Lathom cour susdite, est ordonné par la cour que toute personnes ayant des réclamations contre la succession de Pierre Rodriguez Cornier de Pompers Jefferson, No. 1, dans la ville de la Nlle-Orléans,

Seront requises de présenter leurs preuves pour une somme qui suffisant à la société, dans les trois jours après la publication de cet ordre, à l'effet de rendre à cause avec le tuteur de l'enfant mineur de ladite succession, et ce